



Afrique : trop d'œufs dans le même panier

[Source alternatives économiques DAVID CHETBOUN](#) 04/08/2017 HORS-SÉRIE N°110

La croissance économique marque le pas dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne. En cause : une dépendance excessive aux matières premières, dont les cours ont chuté. Depuis 2015, l'Afrique subsaharienne connaît un ralentissement marqué de son rythme de croissance. Selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI) d'octobre dernier, il devrait nettement décélérer à 1,4 % en 2016, après 3,4 % l'année dernière. Cette situation contraste fortement avec celle qui prévalait au cours de la période 2000-2014, quand la région connaissait une croissance moyenne annuelle de 5,6 %, l'une des plus dynamiques au monde.

AFRIQUE (CARTE)

Population : 1 milliard

PIB : 1 573 milliards de dollars

Taux de croissance : + 3 %

Taux de chômage : 8 %*

Espérance de vie : 58,6 ans*

Source : Banque mondiale ; données 2015, sauf * = 2014



Ce ralentissement témoigne principalement de la sensibilité de l'Afrique subsaharienne aux prix des matières premières et des produits de base, qui représentent près de 80 % de ses exportations. Bien qu'il s'infléchisse en 2016, le net repli des cours mondiaux des matières

premières entamé au deuxième semestre de l'année 2014 - depuis juillet 2014, le prix du pétrole s'est replié de près de 60 % en deux ans, celui du cuivre de 30 %, celui du blé de 26 %, etc. - a durement impacté un grand nombre de pays producteurs de la région.

Le Ghana continue de présenter des déséquilibres macroéconomiques d'ampleur malgré le soutien du FMI et de la Banque mondiale

Les grands pays pétroliers sont évidemment les plus touchés. En 2016, le Nigeria devrait connaître une récession de son produit intérieur brut (PIB) de l'ordre de 1,8 %, alors que la croissance de l'Angola devrait stagner (0 % en 2016, après 3 % en 2015). Celle de la région Cemac (Afrique centrale), dont la plupart des pays connaissent aussi une dégradation de leur environnement politique, a nettement ralenti, pour atteindre 1,9 % en 2016. Les autres pays producteurs de matières premières et de produits de base enregistrent également un ralentissement. C'est particulièrement le cas de l'Afrique du Sud, dont la croissance est attendue à 0,1 % en 2016, de la Zambie et du Ghana. Ce dernier continue de présenter des déséquilibres macroéconomiques d'ampleur (large déficit public et dynamique rapide de réendettement, déficit courant élevé, etc.) en dépit du soutien du FMI et de la Banque mondiale. Enfin, plusieurs pays d'Afrique australe et orientale sont touchés par une grave sécheresse, notamment l'Ethiopie, dont les performances de croissance devraient ralentir à 6,5 % en 2016, après plus de 10 % en 2014 et 2015.

Les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) ayant conclu un accord de limitation de l'offre pétrolière le 30 novembre dernier, un léger rebond du prix du pétrole et des matières premières est attendu en 2017. Mais en dépit de cet accord, les cours de l'or noir devraient rester instables et se maintenir bien en deçà des niveaux enregistrés au début de la décennie 2010. La faiblesse des cours du pétrole devrait donc continuer d'impacter la trajectoire de croissance de la région à court terme, sur fond de durcissement des conditions de financement sur les marchés financiers internationaux.

Les cours de l'or noir devraient se maintenir bien en deçà des niveaux enregistrés au début de la décennie 2010

Selon le FMI, la croissance en Afrique subsaharienne resterait ainsi limitée à 4 % en 2017. Dans ce contexte, le principal enjeu pour une grande partie des pays de la région sera de s'adapter à la brutale diminution de leurs recettes budgétaires et d'exportations. Il leur faudra aussi ajuster leurs politiques macroéconomiques afin d'éviter l'apparition de déséquilibres trop importants pendant l'année à venir.

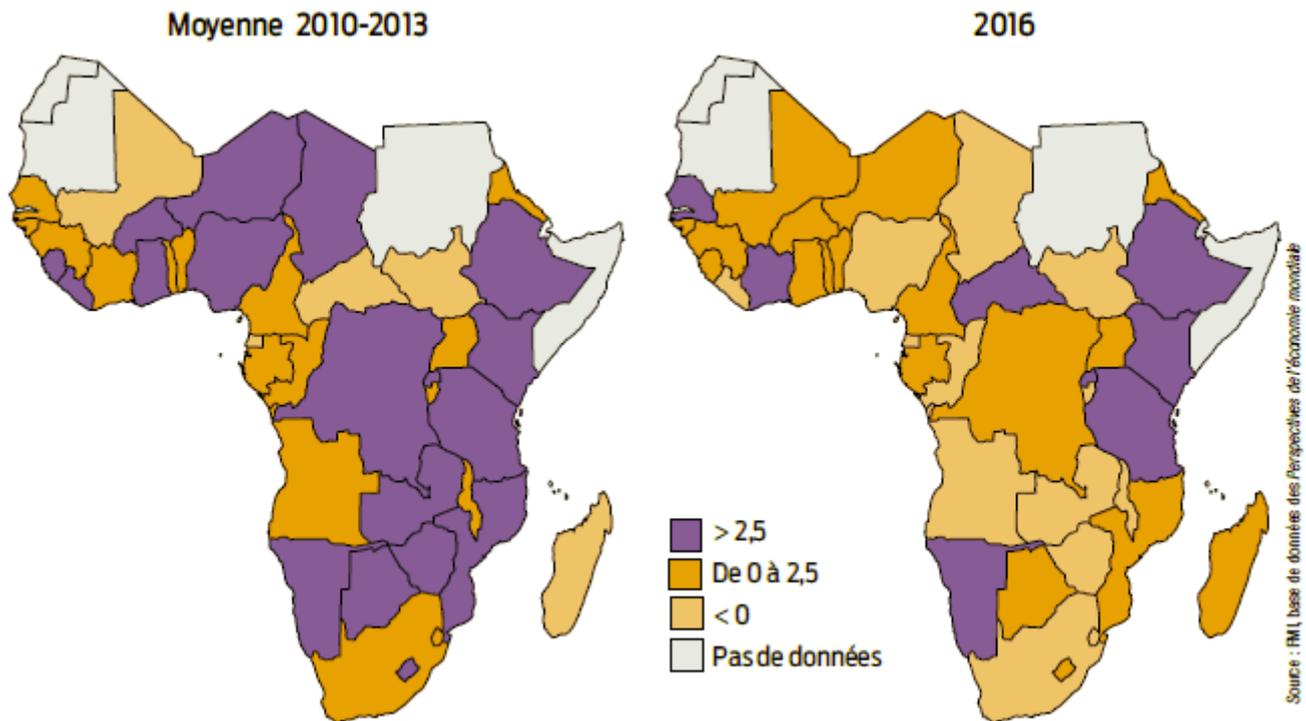
La diversification comme voie de sortie

L'évolution du prix des matières premières et des produits de base - couplée à la disponibilité de financements externes à bas coûts, comme ce fut le cas au cours de la décennie 2000 - constitue encore trop souvent l'élément déclencheur de phases d'accélération ou de décélération de la croissance en Afrique subsaharienne. Cette trop forte dépendance aux exportations de produits primaires expose les pays de la région à des retournements de cycle des prix des matières premières. Le retournement depuis la deuxième partie de l'année 2014 signe-t-il pour autant la fin de l'afro-optimisme de la décennie 2000 ?

Les économies les plus diversifiées ont conservé des taux de croissance élevés

L'analyse des trajectoires de croissance par pays montre qu'en dépit de cet environnement morose, certains Etats de la région ont su tirer leur épingle du jeu en 2016. Outre ceux qui ont bénéficié d'un rebond de leur activité après un choc politique majeur (comme la République centrafricaine), les pays importateurs nets de produits pétroliers ont largement profité de la baisse des cours de l'or noir. La Banque mondiale souligne également que les pays dont les économies sont les plus diversifiées ont conservé des taux de croissance élevés. Ainsi de la Côte d'Ivoire qui, avec 8,5 % de croissance, est le champion de la croissance africaine en 2016 - notamment grâce à une bonne campagne agricole. Peuvent aussi être cités le Sénégal (6,6 % de croissance en 2016, soit le taux le plus élevé connu par le pays au cours des dix dernières années), le Rwanda (6,3 %) ou encore le Kenya (6 % en 2016).

CROISSANCE DU PIB RÉEL PAR HABITANT, MOYENNE 2010-2013 ET EN 2016, EN %



Ces pays ont notamment en commun d'avoir mis en place de nombreuses réformes sur le plan du climat des affaires : amélioration des procédures de passation de marché, simplification des formalités de création d'entreprise, redressement du secteur électrique... Leur cadre institutionnel et macroéconomique est plus attractif pour les investissements directs étrangers durables et peu volatils. Il favorise parfois le développement de nouvelles filières d'exportation.

Les progrès sur le plan socio-économique ont laissé de côté les populations les plus vulnérables

Par conséquent, ces pays disposent des bases leur permettant d'enregistrer une croissance dynamique à long terme, tout en faisant preuve de résilience, à court terme, face au repli des cours des matières premières. L'enjeu pour ce second groupe de pays consiste désormais à traduire ces niveaux élevés de croissance économique en une amélioration de leur développement humain et social.

Des emplois de qualité pour des jeunes plus nombreux

Le fort épisode de croissance économique de l'Afrique subsaharienne au cours de la décennie 2000 a entraîné une amélioration des indicateurs de développement humain, notamment ceux relatifs à l'accès à la santé et à l'éducation. Selon le FMI, le PIB médian par habitant a augmenté de 75 % entre 2000 et 2013, tandis que l'indice de développement humain (IDH), calculé par le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), a affiché d'importants progrès dans la plupart des pays.

Bien que de nombreux pays aient connu une progression de leur PIB par habitant concomitante à une réduction du taux de pauvreté, ce dernier n'en reste pas moins fortement élevé : 45 % de la population pour l'ensemble de la région sont pauvres. En outre, si les progrès sur le plan socio-économique sont indéniables, ils ont été inégaux selon les pays et ont largement laissé de côté les populations les plus vulnérables et les plus démunies. Ils n'ont ainsi pas permis à l'Afrique subsaharienne d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement définis par l'ONU en 2015, ni même d'amorcer une véritable dynamique de rattrapage des régions plus développées.

Un des enjeux majeurs est la création d'emplois de qualité pour les nombreux jeunes actifs arrivant chaque année sur le marché du travail

Dès lors, la principale problématique pour les pays exportateurs de matières premières est de mettre progressivement en place de nouveaux modèles de croissance, plus diversifiés et moins générateurs d'inégalités, tout en conservant leurs équilibres macroéconomiques de court terme. Pour le groupe de pays aux économies plus diversifiées et plus résilientes, le défi consiste à pérenniser les bonnes performances récentes et à les traduire en une croissance inclusive, réduisant la pauvreté et les inégalités.

Enfin, dans un contexte où la croissance démographique demeure forte, un des enjeux majeurs est la création d'emplois de qualité dans de nouveaux secteurs d'activité afin d'incorporer les nombreux jeunes actifs arrivant chaque année sur le marché du travail. Ce sont là les conditions pour que la forte croissance de la décennie 2000 perdure et permette un véritable développement de l'Afrique

POUR EN SAVOIR PLUS

- **"La croissance de l'Afrique subsaharienne : diversité des trajectoires et des processus de transformation structurelle"**, par Clémence Vergne et Antoine Ausseur, *Macroéconomie & Développement* n° 18, mai 2015, AFD, disponible sur <https://lc.cx/oyWM>
- **"Où en est l'économie sénégalaise trois ans après l'alternance ?"**, par David Chetboun, *Macroéconomie & Développement* n° 21, novembre 2015, AFD, disponible sur <https://lc.cx/oyWA>
- **"Afrique subsaharienne. Une croissance à plusieurs vitesses"**, *Perspectives économiques régionales*, octobre 2016, FMI, disponible sur <https://lc.cx/oyWP>

A LIRE ÉGALEMENT



GÉOPOLITIQUE

Afrique : des soldats ne font pas la paix

RONALD HATTO 21/07/2017



ENERGIE

Algérie : comment se passer du gaz ?

YANN MENS 04/05/2017



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Une tutelle qui ne dit pas son nom

BENOÎT LALLAU ET PERRINE BENOIST-LAISSUS 28/04/2017

Alternatives Economiques est une coopérative 100% indépendante qui appartient à ses salariés et qui ne vit que grâce à ses lecteurs. Nous avons besoin de vous pour faire vivre ce projet.

[ABONNEZ-VOUS](#) ou [FAIRE UN DON](#) [Enregistrer](#)

[Enregistrer](#)

[Enregistrer](#)